

## COVID-19 : Manque de matériel = Catastrophe sanitaire ! Etat responsable !

Sur l'ensemble du territoire français tant métropolitain qu'ultramarin le manque de matériels de protection (masques, lunettes, blouses...) est un scandale sanitaire dont il faudra tirer les conséquences et les responsabilités lorsque la crise sera surmontée. À la pénurie due à l'inconséquence de nos dirigeants, appliqué-e-s depuis des années à détruire les services publics, et l'hôpital en particulier, s'ajoute leur irresponsabilité criminelle dans le soutien qu'ils devraient apporter à tou-te-s celles et ceux qui quotidiennement, au péril de leur santé, de leur vie et celle de leurs proches, luttent contre l'épidémie du Covid19.

Dans les départements d'outre-mer laissés à l'abandon par le gouvernement depuis des années une véritable catastrophe sanitaire se prépare. Nous avons encore une fois la preuve flagrante du mépris dont ils-elles peuvent témoigner à l'égard des populations locales. Pour exemple, des lots complets de masques livrés dans le département de la Réunion s'avèrent impropres voir dangereux pour le personnel soignant. En effet l'ARS a débloqué 250000 masques FFP2 avec des taches brunâtres et dégageant une forte odeur de moisissure. L'ARS affirme pourtant que des contrôles ont eu lieu avant distribution... Scandaleux voire criminel !

Ce manque de considération des ARS devient flagrant, non seulement aucun matériel utilisable n'est livré aux personnels et en plus on constate un amateurisme coupable. Les personnels soignants, qui ont toujours démontré leur professionnalisme et leur engagement, sont considérés comme des "animaux". Alors que ceux-ci ne demandent qu'à pouvoir travailler dans de bonnes conditions afin de pouvoir prendre en charge les patient-e-s, l'incurie administrative les expose elles et eux, au même titre que les patient-e-s.

Que dire de la véritable bombe qu'est Mayotte du point de vue sanitaire. Avant la pandémie du COVID-19, SUD Santé Sociaux alertait déjà sur la situation de l'hôpital mahorais qui était au bord de l'implosion, ainsi que sur les structures médico-sociales et sociales quasi inexistantes du fait d'un désengagement de l'Etat sur le 101eme département français.

Comment confiner des habitants qui n'ont même pas d'endroit pour se loger ? Par ailleurs, l'arrivée massive de réfugié-e-s Comorien-es nous oblige à davantage encore de solidarité.

Ce phénomène se retrouve également dans les Caraïbes où là aussi on déplore un manque de matériel et de moyens humains. Pour le moment une grande partie du personnel se trouvant comme partout en première ligne est touchée par le Covid-19. La Guadeloupe reste encore fortement impactée par l'incendie de novembre 2017 et ne dispose toujours pas de lits suffisants. Des tentes ont été installées à la Martinique, en prévision d'un afflux de nouveaux cas dans les prochains jours mais les stocks en matériel de protection sont quasi inexistantes.

En Guyane, des maires ont pris des arrêtés de couvre-feu de 21h à 5h, comme à Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni. Comme sur tous les territoires, les masques et sur-blouses sont en nombre insuffisants, ceux-ci sont mis à l'heure actuelle en réserve alors que le service des pathologies infectieuses en a cruellement besoin . On déplore même le vol d'un stock au centre spatial de Kourou qui est pourtant certainement aussi bien gardé que l'Élysée.

La situation dans les territoires ultramarins s'avère aussi désastreuse qu'en métropole. La seule différence, et de taille, est qu'il ne sera pas possible d'organiser comme à Mulhouse le déplacement des patient-es hospitalisé-es en réanimation vers d'autres hôpitaux. Nous sommes toutes et tous victimes de la pénurie et de l'absence d'anticipation et d'organisation de celles et ceux qui se qualifient de "premiers de cordée".

La Fédération SUD Santé Sociaux exige :

- que le gouvernement dote les personnels des secteurs en matériel adéquat pour leur protection et la prise en charge des patients et des usagers.
- que le gouvernement impose aux directions la mise en place et l'application du plan blanc en concertation avec les personnels et leurs représentants.
- que les ARS aient une plus grande transparence sur la gestion de la crise avec les partenaires sociaux dans le social, le médico-social et le sanitaire.